# CONDITIONS DU JOURNAL

L'ABONNEMENT EST PAYABLE D'AVANCE Edition quotidiern (par an) ...... \$4.00 Edition hebdomadaire (1.00 Les annonces sont in érées aux faux

Conditions spéciales pour annonces à —longs termes—

Réclames: 10 centins par ligue chaque — insertion —

### MERCREDI 20 MARS 1889

La chambre des com nunes a achevé,

wrigt,
MM. Cockburn, Davies, Madill,
Phonorable John Haggart, Patterson
(Brant) et Dickie, ont été successivement entendus.

Le vote a cu lieu ensuite et a donné
sur la proposition Carthwrigt 121 voix
contre 77; soit pour le gouvernement
une majorité de 44 voix.

Son Honneur le juge Strong, agissant en qualité de député du Gouverneur-Général, s'est rendu à la salle des séan-ces du Sénat cette après-milli, à trois heures, afin de sanctionner les bills qui ont été pussés au Sénat zi à la Cham-bre des Communes durant la présente

Dans le vote d'hier les membres qui ont pairé sont les suivants : M.M. Pope et Blake, MacKay et Lavergne, Sir Donald Smith et Geoffrion, Sir Adams Archibald et MacKenzie, Tisdall et Colter, Général Laurie et Amyot, Thérien et Fiset

Le Globe, d'hier, essaie piteus ment de justifier sa scandaleuse évolu ion. Il dit que ce n'est pas as faute sa les jurisconsultes n'ont pas donné plus tôt les arguments de droit qui l'ont con vaineu de la nécessité du désaveu. Il est impossible de se moguer plus outrageusement du public.

Les orangistes de Toronto ont donné, lundi, une nouvelle p euve du 1éplora-ble esprit qui les anime en paradant sur le chemin de la procession de la St. Patrick et en affectant de jouer des airs

On sait que dans ces derniers jours la chembre de Québee a dû ordonner la fermeture de sa buvette ;— pour mettre funçau scandale que donnait. le public, affirment les uns ;— pour écarter du publ e la vue des scandales dont la bu-vette était le théâtre, disent les autres M. Gagoon, secrétaire provincial, s'est opposé à la mesure, et s'il faut en croire la Gazette, il se serait laissé ntrai-

buvette était fermé , les whips seraier t obligés de courir dans tous les cabarets de la ville pour former un quorum. " La Gazette relève avec raison ces paconsti uant un outrage

roles, comme constituant un outrage envers la chambre.

On ne saurait trop déplorer le point auquel le gouvernement actuel tend a décourager le régime roprésen atif

Le Mail a découvert un nouvel em-piètement du catholicisme sur la jui-diction civile. Aux termes de la loi municipale de la Province de Québec, une paroisse a le droit de réclauer son érection en municipalité.

Or qui est ce qui érige les paroisses digieuses? Ce sont les évêques, c'est rengieuses ? Co sout es eveques, cess à dire le pape. Donc, ajoute triompha-lement le Mail, le pape, souverain étran-ger a le droit de créer des municipalités

au Canada.

Nous donnons l'argument pour ce qu'il vaut, et il ne vaut pas cher. Nous n'en retenons ju'une chose, que nous remercions le Mail de nous avoir rap-

C'est que la loi provinciale de Qué bec, qui n'a pas été désavouée, consti tue un précédent de plus en faveur de la constitutionalité du bill des Jésuites.

Le bref apportant la nouvelle officielle du partage des Jésuites est arrivé à l'Archeveché de Québec par la dernière

malle européenne.

Ce partage est celui qui a déjà été indiqué dans notre journal. 

Le World résume de la façon sui-vante les étonnantes variations du

Misérable Globe! Il a établi dans l'espace de moins de six semaines 10. Que le bill des Jésuites était con-

20. Que les libéraux ne pourraient pas le désavouer s'ils étaient au pouvoir. 30. Que demander le désavou était 20. Que les libéraux ne pourraient pas le désavoue s'ils é aient au pouvoir.
30. Que demander le désaveu équivalait à demander l'annexion.
40. Qu'en conséquence ou ne devait pas réclamer de Sir John qu'il prononte le désaveu.

pat le désaveu.

50. Qu'il ne prendrait pas avantage contre Sir John de ce que ce dernier refusait de désaveuer le bill.

60. Qu'il repoussait toute complicité avec ceux des libéraux qui se pronon-ceraient en faveur du désaveu. 70. Que le bill des Jésuites était in-

ex nstitutionnel.

80. Que ce bill était un outrage à la loi anglaise.

90. Que la libéraux pourraient le désavouer sans manquer à leurs principes s'ils étaient au pouvoir.

100. Que Sir John devait être continue desarches desarches desarches desarches de la liberation de la li

100. Que Sir John devait être contraint de prononcer le désaveu.
110 Que tout libéral qui voterait contre le désaveu se rendrait indigne de la confiance publique.
12. Et pendant tout le cours de cette campagne que ceux qui n'avaient pas été de l'avis du Globe, n'étaient que des "bavards à la bouche écumant." des fanatiques," un "groupe dégoutant de merceuaires."

# LE VOTE D'HIER

A nsi qu'il était facile de le prévoir, la motion Cartwright a été rejetée, hier, par une majorité de quarante-quatre vo x; et la réci-procite illimitée vient de subir devant le Parlement une nouvelle dé-

Le vote de la Chambre des Com munes est l'expression d'un sentiment qui sera partagé par la grande majorité du pays.

La longue discussion qui a eu ieu a été, d'un bout à l'autre, d'un eff-t pitoyable pour l'opposition. Les partisans de la réciprocité illi

nitée n'ont pas même tenté d'établir qu'elle différait en quoique ce soit de l'union commerciale; et en adhérant ouvertement à la résolution de M. Hitt, ils ont montré qu'au fond de leur pen ée ces deux termes de réciprocité illimitée et d'union commerciale d'étaient en réalité n'une seule et même chose.

Ils n'ont pas, réussi davantage à établir le bénéfice que le pays pouvait être appelé éventuellement à retirer de la nouve le politique commerciale qu'ils lui proposent.

I s ont bien affirmé que l'agriculture y trouverait un profit considérable, mais ils n'ont nallement prouvé leur thèse ; et en-vérité, on se demande en quoi la situation de l'agriculture pourrait être améliorée par un régime qui l'exposerait à l'intérieur à la concurrence des produits américains. On lui dit bien qu'elle aurait pour ses produits un marche plus large. Mais quel marché plus large p ut elle souhaiter, paisque actuellement les fermiers vendent chaque année tout ce qu'ils ont à vendre, et puisque les prix sont tout aussi remunérateurs au Canada que de l'autre côté des

En ce qui concerne nos industries, les libéraux n'ont même pas essavé de défendre leur programme. dustriels. Ils les ont traités de monopoleurs. Ils ont reproché au gouvernement de leur accorder trop de sympathies; et en les déclarant esque ind gnes d'intérêt, ils ont mplicitement reconnu que la thèse de l'union commerciale n'était pas faite pour leur servir. Ils saven qu'elle ruinerait toutes nos indus. tries et ils s'en lavent les mains.

tion que l'opposition ait tentée dans le cours de cette discussion, a été la démonstration de l'impuissance du Canada, des vices de la Confédération et de la prétendue nécessité où nous serions de nous jeter dans les bras d'un pouvoir étranger.

C tte thè e anti-patriotique, qui n'a pas plus été prouvée que les autres, n'est pas faits pour rendre populaire la cause de la réciproci:é illimitée. Elle n'est pas faite davantage pour relever le prestige du parti libé a!.

#### La le tre de Mgr l'archevêque de Montréal

Notre correspondant à Montréau ous adresse le texte de la lettre circulaire de Mgr l'archevêque de Montréal au clergé de son diocèse, dont il a été parlé dans notre nu-

Comme on nous affirme que cette circulaire n'est pas strictement confilentie'le nous crovons pouvoir répondre au désir que nous ont exorimé un grand nombre de nos lecteurs, en leur faisant connaître ce nt sous sa forme intégrale.

Archevêché de Montréal, 10 Mars, 1889.

Mes chers Collaborateurs, Pendant mon absence, un mouve-ment, qui dure dans ce Diocèsé de-puis plusieurs années, s'est accentué puis plusieurs années, s'est accentué en quelques semaines plus qu'il ne l'avait fait depuis son origine; une école, qui compte de nombreux adhérents au srin du clergé de ce dio cèse, a professé plus ouvertement que jamais, par l'entremise de ses ch f., ses doctrines, ses principes, ses tendances, ses affections, son programme pour l'avenir, et célébré le bien, qu'elle creit avoir réalisé dans le passé.

programme pour l'avenir, et celébre le bien, qu'eile crcit avoir réalisé dans le passé.

A mon arrivée, j'ai été pressé et sollicité par ceux qui sont les plus en vue dans cett: ecole, de me pro noncer sur ce qui a éte fait et écrit par eux; ca Messieurs m'ont d'mandé de les défendre des accusations portées contre eux dans une presse qui leur est opposée. J'avoue que j'ne m'attendais pas à ce que ces Messieurs prissent cett postition d'accusateurs. Après tout ca qui s'était passé, j'avais lieu d'espèrer que ces Messieurs se contenteraient de me demander ma manière de penser sur ce qui a eu lieu dans le passé, puis une direction pour l'avenir.

On veut donc absolument que je me prononce, on veut que je rende un jugement, dont du reste, quel ques-uns des adhérents de cette école sont disposés à appeler à un tribunal superieur.

La position, que l'on me fait, est donc des plus difficiles et des plus

pénibles, et je sens toute l'importance de la communication que je crois devoir vous faire: La voici en

quelques mots:

Je ne puis donner mon approba Je ne puis donn# mon approbation à un journal, qui s'est annonce
comme journal politique, mais qui
fait trop souvent invasion sur le
domaine religieux sans prendre son
mot d'ordre auprès de l'Ordinaire
du diocèse, et qui se permet souvent
de combattre en faveur de causes,
que je ne puis patronner. Que ce
journal reste dans sa sphère politique.
Tant que ses visées politiques
ne seront pas réprouvées par l'E
glise, je n'ai pas à intervenir daus
ad direction.

Conséquemment, je ne puis d Conséquemment, je ne puis donner mon approbation à ce que le même journal se fasse l'écho reconnu d'une portion du clergé du diocèse, parce que je ne puis approuver que le clergé se mêle ouvertement de politique active, ou prenne fait et cause dans des luttes publiques, dont il sortira toujours amoindre quant à son influence auprès des populations. (Circulaire du 17 Décembre 1885.)

Plus que tout autre. je souhaite

populations. (Circulaire du 17 Décembre 1885.)

Plus que tout autre, j; souhaite qu'on encourage la bonne presse, qui a un rôle si important et si bienfaisant à jouer dans le monde. Mais n'allons pas nous faire illusion au sujet de la bonne presse n'est pas celle qui sème la défiance contre l'autorité, qui propage des écrits plus ou mons risq. és ou des opinions, sinon ouvertement hostiles, au moins défavorables à ceux qui ont reçu la mission de conduire et d.rigz-r l'Esglise de Dieu, qui répond à des instincts d'opposition et de méconten tement de ta-part du Clergé ou des laiques vis-l·vis les Evê-lues, qui, en un mot, sous les apparences les plus pures et les plus intéressées au dévouement à la religion, bat en brèche la fiscipline de l'Eglise, maintient un courant caché de division et n'aboutit qu'à disloquer et amoindrir les forces vives, dont amoindrir les forces vives, nous avons besoin pour combattre

le mal.

La bonne presse vient prendre
son mot d'ordre auprès de l'autorité
à laquelle elle sert de rempart contre ses véritables ennemis. Elle
lute contre les mauvaises doctriues
tes feur serviciose, agrès agoli lutte contre les mauvaises doctriles et les faux principes, après avoir consulté les évêques, ses guides na-turels. Elle cherche la véritable union des âmes et des cœurs sous la gouverne des pasteurs préposès à l'Eglise de Dieu.

La bonne presse produit le respect

gouverne des pasteurs prepuses a l'Egliss de Dieu.

La bonne presse produit le respect pour l'autorité, engendre l'affection-pour lès commandements et même pour les cpinions de l'autorité.

A ce compte, je ne puis reconnaître dans une certaine presse, par trop encouragée par certains membres du Clerge, les eléments, qui constituent ce que l'on veut appeler la bonne presse. En conséquence, je ne puis approver ces correspondances, qui ont paru dans les colonnes d'un certain journal de cette ville, et ces certificats de bonne conduite donnés à ce journal sont au moins inopportuns, pour ne pas dire davantage. dire davantage. Je m'en tiens là pour le moment :

Je m'en tiens là pour le moment; je crois parièr assez clairement pour que l'on me comprenne.

Restone, mes chers Collaborateurs, dans le prote, que la Providence nous a départ.

Jusqu'ici nous avons eu une immense influence pour le bien, parce que nous avons été unis; mais que la désunion se mette dans nos rangs et que les membres du clergé se fassent partisans, politiciens, et notre unfluence cesse, notre autorité diminuer de la comparation de la comparati

fassent partisans, politiciens, et notre influence cesse, notre autorité diminue, et les âmes se perdront par notre faute.

Veillons à ce que les lois de la morale soient suivies; c'est notre rôle, mais n'allons pas nous exposer au feu de la politique.

Les partis changent, et les représailles contre nous sont un danger, que nous devons craindre.

Je vous exhorte dans le Seigneur à accueillir avec un cœur soumis et

à accueillir avec un cœur soumis et docile les graves avertissements, que je vous adresse dans la pré-sente, et j'espère que tous donneront l'exemple de l'obéissance et du res-

sente, et jespures l'exemple de l'obéissance et l'exemple de l'obéissance et l'exemple de l'obéissance et l'exemple de l'e

La chambre de Québec a tenu hier trois séances. A la séance du matin on a voté le bill nommant une commison a voté le bill nommant une commission spéciale chargée de continuer après la prorogation l'enquête dans l'affaire Taillon vs L'Electeur. Ce bill autorise le Trésorier Provincial a payer une indemnité aux commissaires que sont MM David, Lareau, Lafontaine, Casgrain et Desjardins, amsi qu'à payer certaines dépenses de voyage des témoins.

La prorogation aura lieu demain,

# L'honorable M. Drummond

Le dernier sénateur nommé, l'ho-norable M. Drummond, de Montréal, est un homme d'une haute valeur,

norabe M. Drummond, de Montreat, est un homme d'une haute valeur, et dont les appréciations portent le caractère d'une forte science économique comme d'une grande connais sance des affaires.

Il a prononcé au Sénat, ces jours derniers, un discours important sur l'augmentation du commerce canadien avec les Indes occidentales et l'Amérique du Sud. Il a prouvé à l'aide de chiffres et de faits indiscutables, que le Canada avait retiré de grands profits du commerce avec ces pays, et fait voir ce que nous pouvions espérer pour l'avenir.

A ce sujet, M. Drummond a signalé le danger qu'il y a de tirer des conclusions fausses des statistiques en en faisant un exament trop superficiel. Ainsi, par exemple, nos transactions commerciales paraîtraient b-aucoup plus considérables si nous en prenions le volume au tirer de la valeur talle qu'elle

si nous en prenions le volume au lieu de la valeur telle qu'elle est donnée dans les tableaux, car, est donnée dans les tableaux, car, dans certaines classes de marchandises nous avons obtenu une quantité double pour notre argent, et en 
consèquence l'augmentation est 
en réalité beaucoup plus grande 
qu'elle apparaît.

Il faut considérer de plus qu'une 
très grande partie de nos importations consiste en matières prémières, 
achetées à bas prix, et augmentées

tions consiste en matières premières, acheties à bas prix, et augmentées ensuite en valeur par les opérations qu'on leur fait subir dans nos manufactures.

M. Drummond a traité dans le même discours plusieurs autres points intéressants d'économie commerciale, et il a fourni au gouverne munt des renseignements précieux ment des renseignements précieux qui l'aideront dans l'œuvre qu'il a entreprise d'étendre nos relations commerciales à l'étranger.

# Surveillons les listes

Que M. Mowat fasse ou ne fasse pas d'élections d'ei à la prochaine session, les nouvelles listes électo-rales qui vont être dressées au prin-

rales qui vont ètre dressées au prin-temps n'out s'ront pas moins celles qui serviront aux procha n's élec-tions générales.

Dans les temps ordinaires il est toujours utile et même nécessaire de surveil er la confection des iistes, car on ne sait pas quand peut surve-nir une élection, mais aujourd'hui que nous avons une nouveile loi électorale établissant le suffrage qua si universel, nos amis comprendront aisément toute l'importance qu'il y si universel, nos amis comprendront aisément toute l'importance qu'il y à pas pour eux du veiller à ce que les noms de tous ceux auxquels, la nouvelle loi donne droit de vote, soient inscrits sur les rôles auxquels les évaluateurs municipaux travailent actu element dans toute la province d'Ontario.

La nouvelle loi donne droit de vote non seulement à tous ceux qui sont

non seulement à tous ceux qui sont propriétaires ou paient un loyer, mais encore à tout citoyen du Ca-neda, agé de 21 aus et ayant résidé dans Outario pendant au moins neuf mois antérieurement au 15 février.

février.
C'est le devoir de tous et de chacun de nos amis d'offrir aux évaluateurs les noms, avec affidavits à l'appui, de tous ceux qui sont dans les cond tions ex gées par la loi. Il est vrai que si quelques omissions se produisaient, ou pour ait plus tard obtenir, devant une cour de révision, l'adition sur la liste des noms omis, mais ce sera et noms omis, mais ce sera et une procédure moins sure et moins expéditive que ceile qui consiste à obtenir du premier co ip une liste complète.

# A TRAVERS LES JOURNAUX

L'Evangeline, journal acadien pu blié à Digby. Nouvelle Ecosse, a obtenu \$150 pour la publication en l'ingue française des délibérations du conseil de l'assemblée législative. Encore un coup terrible porté à nos libertés civiles et religieuses, dirait le Mail ?

La Minerve appelle l'attention du public sur un important discours prononcé par l'honorable M. Poirier sur la question de la conservation des huitres.

sur la question de la conservation des huitres.

Il parait qu'elles diminuent d'an née en année, autant et plus peutêtre par suite du g spillage des bancs, que par l'excès même de la prise. On en est arrivé à ture la poule aux œufs d'or dans les provinces maritines.

Aux Etats-Unis, le revenu des huitres seules est presque aussi élevé que le produit de toutes nos pêcheries réunies. Nos pêcheries, les plus considerables du moude peutêtre, nous ont rapporté, l'année dermère, \$18,386,103. L'exploitation des huitres a donné à nos vosins, d'après les derniers rapports, au dela de \$13,600,000.

La Justice, dont le correspondant d'Ottawa a l'air d'avoir l'esprit remarquablement de travers, imaginait samed: l'aphorisme ci-après: "M. Laurier a réussi à arrèter les siens. Est-il plus influent sur son parti que ne l'est sir John sur les siens?"

En face de la nouvelle atitude du Globe et de la persistance de M. Barron à demander le désaveu du du bill der Jésuites le paralièle est bien trouvé.

1.'Empire explique dans un article

au moyen des arguments dont le Canada s'est déjà servi, qu'il n'existe entre l'union commerciale ét la reciprocité illimitée aucune différence pratique.

Quoiqu'on en puisse dire, réciprocité illimitée est subordonnée,

tout comme l'union commerclale, à la condition que le Canada se sou-mette préalablement au tarif des Etats Unis.

Le World rappelle que le Globe s'était prononcé formellement en faveur de l'union commerciale et du programme de M. Erastus Wiman, lorsque M. Edgar lui adressa une lettre pour l'avertir qu'il faisant fausse route, et que ce n'était pas l'union commerciale, mais la réciprocité illimitée, qu'i était le point.

Depuis lors le Globe se l'est tenu pour dit et a prêché la réciprocité illimitée.

L'Etendard répond péremptoire nent à l'argumentation des préten lus jurisconsuites du Law Journa dus jurisconsult et du Law Times

et du Law Times.

"Le pape, dit-il, étant le chef de l'Eglise Catholique, il a, par le fait même, le droit de droit de règler l'emploi des deniers de l'Eglise, tout comme le chef d'une maison de commerce a le droit, fui-il étran ger au pays, de voir à la gestion des biens d'une branche de sa maison biens d'une branche de sa maiso établie au Canada, et reconnue pa la loi. Que le gouvernement règlune réclamation en faveur de commerçant, et celui ci peut légale ment, non-seulement distribue. ment, non-seulement distribuer l'argent à qui bon lui semblera mais même l'employer à l'étranger "Le gouvernement en passant une loi lui rendant des biens qui appar tiennent à sa maison de commerce peut mettre un proviso à la loi, stapeut mettre un proviso à la loi, statuant que l'argent sera remis à telle ou tells de ses maisons de commerce étables au pays, à condition que le chef de la maison approuve cette remise. Ce n'est pas là mettre la législature sous le contrôle d'un etranger. Il n'est pas nécessaire d'être rédacteur d'.n journal légal pour comprendre cela!'

La Gazette explique très bien que par un règlem nt adopté en 1868 le gouvernement fédéral était fondé à

par un règlem it àdopté en 1868 le gouvernement fédéral était fondé à se prononcer sur la validité du bill des Jesuites, avant l'expiration du bill. Ce règlement a été adopté sur la recommandation de Sir John A Macdonald lui-même, alors qu'il était ministre de la justice.

Voici quelles en étaient les conclusions:

Comme il est important, que l'on de première classe.

conclusions:

Comme il est important que l'on intervienne le moins possible daus la législation proviuciale, et que le pouvoir de désaveu soit exercé avec la plus grande précrution, et seulement dans des cas où la oi et les intèrêts généraux du Canada l'exi gent impérieusement, le soussigné recommande que l'on tienne la ligne de conduite stivante:

"Que sur réception par Votre Ex-

ligne de conduite stivante:

"Que sur réception par Votre Excellence des actes adoptés dans l'une
ou l'autre des provinces, ces dits
actes soient renvoyés au mnistre
de la justice pour qu'il fasse rapport
avec toute la célérité conseindère exempts d'objections; et si,
Votre Excellence en conseil approuve ce rapport, que telle approbation
soit communiquée aux gouvernements provinciaux. ments provinciaux.

Sir John A. Ma donald a soumis hier à la chambre tous les docu ments relatifs au bill des Jésuites et à son désaveu Ces Jocuments ont été imprimés aujourd'hui et seront distribués ce soir aux députés.

Lors de la considération du bill pour autoriser le pont de l'île Ste Hélène, sir Hect-ir Langevin a dé caré que la construction du pont obstruerait le fleuve. Le comité a immédiatement renvoyé le bill.

L'honorable M. Bowell, ministre des douanes, à déclaré avant hier, que le gouvernement en-lèverait les droits sur l'entrée de certains grains de semence, particu-lièrement le maïs, afin d'encoura-

nerement te mars, ann d'encoura-ger l'ensilage. Plusieurs députés ont profité de l'occasion pour faire valoir les avantages de l'ensilage et du bien qu'il était appelé à faire à l'agricul-ture.

uer au gouvernement de faire cer tines améliorations à la réserve sauvage de Caugnawaga. Ils demandent une nouvelle église, de nouvelles écoles et de nouvelles routes. Les Iroquo's de Caugna waga cesseront dans quelques jours d'être regardés conime des Sauvages par la loi. Ils servent sous l'effet de l'acte'd avancement des Sauvages, et au lieu de chefs éliront des conseillers.

Le rapport de sir Charles Tupper, commissaire canadien, à Londres, a été soumis à la Chambre des Communes du Canada.

Ce rapport contient quelques chif
fres très intéressants sur l'émigration au Canada dans les deux cer-

nières années Nationalités. 5,354 2,791 3,612 3,802 34,934 14,234 32,025 12,381 49,138 44,406

Sir Charles Tupper observe qu'il est ass z intéressant de constater que les rapports établissent une augmentation dans le nombre des augmentation dans le nombre des émigrants anglais et étrangers pen dant qu'il y a une diminution nota-ble dans l'émigration aux Etats-Unis: 293 099 personnes ont gagné les Etaus-Unis en 1888; il y en avait eu 296,901 en 1887.

Veuillez, s'il vous plait, venir profiter de notre vente à bon marché de

Nouveaux Gilets Nouveaux Jersey

Cette Semaine

GANTS DE KID

La plupart des marchands prennent un profit aussi élevé sur les gants de Kid que sur les autres marchandises

NOTRE GRAND SUCCES dans cette branche vient de ce que nous faisons une étude spéciale des gants. Nous les tons en grande quantité des fabricants eux-mêmes, et nous les payons comptant.

**DUPUIS & NOLIN** 

Scènes appropriées. Tout de première classe AU STUDIO DE PITTAWAY & JARVIS 117 RUE SPARKS



ENTREPRENEURS DE CHEMIN DE FER

Le Gouvernement de Terreneuve sollicite des soumissions pour la construction et la mise en opération d'une ligne de chemin de fer dans la colonie de aprivon 250 milles de long, les dites soumissions devant être afreşées au Secritaire Colonial, St. Jean Terreneuve, qui les recevra jusqu'au 15-ème jour de mars, 1889.

Toutes autres informations et particularités de même que les con litions du dit contrat peuvent être obtenues sur application faite à M. O'Connor and Horg. Procu-

Reparer 708 Balances Etampes en Caout shoue, Sceaux, Etampes pour dates et pour tiquettes. ctiquettes.
Chèques et Billets en cuivre et en acier,
Presses à Soeaux et Mémorials.
Outlinage pour Relieurs, Rouleaux, etc.
Etampes en acier. INSPECTER VOS POIDS Allez chez le sous-

PRITCHARD AT ANDREWS GRAVEURS EN GENERAL -No. 175 RUE SPARKS

MM. Tassé, Brosseau, Bisaillon, Brisson et Jacks, son venus à Ottawa ces jours derniers, pour demander au gouvernement de faire cer taines améliorations à la réserve Nous avons actuellement un assortiment

Hotel - Riendeau 64 RUE ST GABRIEL, MONTREAL

Cet hôtel offre au public voyageur damment servie des prémises de la saison, préparée par des cuidnir s'françai de premier ordre. Répas à toute heur de cet établisse-ment de première clas . de . vins. fiqueurs et cigares de choix. JOSET d'REIND AU.

Dour la Figure, les Mains, la Peau et le Teint en gouera. Crème de Miel et d'Amende de Hinds, Gelée de Concombres et des R ses de Moloderma.

R. A. MCCORMICK 75-RUESPARKS-75

# CARTES PROFESSIONNELLES

M. J. GORMAN, LL.B., Successeur de L A. Oli Avocat Solliciteur, Notaire, Etc. —BUREAU—
Coin des Rues Rideau et Sussex
()TTAWA, ONT.

TARGENT A PRETER

BELCOURT & MACCRAKEN ONTARIO ET QUEBEC

O'GARA & REMON AVOCATS SOLLICITEURS, NOTAIRES, 37 Bloc Hay, rue Sparks, Ottawa, O. MARTIN O'GARA, C. B. E. P. R. 10 v

Walker, Mckean & Blanchet AVOCATS Avoués, Solliciteurs, Agents Parleme taires, Notaires, etc. etc.

No. 341 Rue Elgin, Otter W.H. Walker, D. L. McLean, C.A.B. auc.ie.

GEO. McLAURIN, L.L.B. AVOCAT, BTC Bureau: 19 rue Elgin, Ottawa J. P. FISHER Avocat, Solliciteur, Etc. Agent ponr la Cour Suprême, le Parlement et les Départements l'ablics. Scottish Ontario Chambers, Ottawa, O.

M. McLEOD, C. R., Avocat, Cours Fédérales et de Québec, 138 rue Wellington, Ottawa TAYLOR MCVECTY AVOCAT, SOLLICITEUR, ETC.

- BUREAU : cottish Ontario Chambers, Ottaway STEWART, CHRYSLER & GODFREY

AVOCATS, SOLLICITEURS Chambres Union, 14 rue Metealfe, Ottaws, Ont MCLEOD STEWART F. H. CHRYSLER
J. J. GODFREY.

**VALIN & CODE** BLOC EGAN, RUE SPARKS

**Bradley & Snow** AVOCATS, SOLLICIT "URS POUR LA COUR SUPREME, NOTAIRES, ETC. R. A. BRADLEY. A T. SNOW. Argent a prêter à 6 p. c. avec privilège de

GUNDRY & POWELL Avocats, Solliciteurs, Etc.
AGENTS POUR LA COUR SUPRÈME ET LES.
DEPARTEMENTS.

Bureau: 25 rue Sparks, en face de l'Hotel Russel Arthur W. Gunary. F. C. Powell.

DENTISTERIE

ELEGANTS ATELIERS DE DENTISTE A HULL Rien d'égal meme a Ottawa
Le Dr B. S. Steckhou e, dentiste,
diplomé du collège de Howard, Boston,
licencié pour la Province de Québec,
vient d'ouvrir d'élégants atteires de
dentiste sur la rue Principale, à Hull,
en face du bureau de Poste, où il se
tiendra con inuellement.

F. F. LEMIEUX Avocat, Sol.icitenr, etc. Agent pour la Cour Suprême, le Parlement et les Départe-ments publics. Bureau: 74½ Rue Sparks, Ottawa.

DR FISSIAULT -DENTISTE-COIN des RUES RIDEAU et SUSSEX -OTTAWA-Heures de bureau : de 9 à 5 heures.

Mme LETCH, 485 rue Wellington Agence pour la vente des consets lits Star Yatisi et aures genres. Linge de corps confessionné sur commands MLLE COLLINS A toujours

un assortiment complet d'articles de mode à très bas prix, 310 rue Wellington, Ottawa VIENNE, à la Boulanger.e 216-RUE DALHOUSIE-216

PLOMBIER SANITAIRE ement recommandé pour le poss des appareils de chauffage. No 106 Rue LYON, OTTAWA J STEWART

JOHN KERRIGAN

Arpenteur provincial et ingénieur civil bureau audessus de la pharmacie Mac Carthy, 284 rue WRLLINGTON, Ottawa. WALKER MCLEAN & BLANCHET

AVOCATS

Micitours, Procureurs, Agents Parle mentaires, Notaires, Etc.. Etc.. No. 34 RUE ELGIN, OTTAWA.



TWEEDS du Pl

SOUVENEZ - QU'UN DE

Principaux Dep EST CELU

aille

M. GALLAGHER nu vous donnera

(HHO

Enseigne de la l

RUE RIL

STROUD &

Vendent u choix pour le nime de 3 livre, soit du

109 Rue Rideau et 1

Japon ou du

DERNIERE Paris, 19 –L s am Boulanger font couri le ministère a décidé découvertes faites dat de la l'gue des patrio vre le genéral Boular

Sénat pour haute tral

Il est probable que son origine dans le fa nat vient de voter au projet de loi règlati suivre dans les cas d cheux circulent sur l plusieurs maisons de ticulièrement plusieurs maisons de ticulièrement sur la b et des Pays-Bas. On dit que cette ba gée dans le syndica pour \$5,400,000. E. distribuer un dividend

Londres, 19—On gouvernement Russe Atchinoff serait exilé Toronto, 19—M. C. Durham-est, a propoune motion de non co le gouvernement par gnement dans les éco gnement dans les éce sai- pas tout en ang a reur général a admi proclamé par la moti-mandé son renvoi sur de forme.

de forme. La motion a été majorité ordinaire ment. Dépenses d'él Québic, 20 — I es ci des dépenses d'élection tie et l'Assoption v publiés. D'après ces dépens s de l'honora sont de \$94,61; cell son, de \$696,13. L'el rion, dans l'Assomp \$186,13 et celles de \$

Montréal, 20.—L'h Mailhiot a condamne gnie de Navigation Untario a payer au provincial \$1,116, mo